

**Comité technique paritaire du 13 janvier 2011**

**Monsieur le Président,**

Les représentants de la CGT ne siègeront pas au Comité Technique Paritaire sur la gestion des emplois dans le département du Bas-Rhin.

Le couperet annuel vient de tomber : 25 suppressions dans la filière fiscale, 20 dans la filière gestion publique pour 2011.

Vous nous direz que ça n'a rien de nouveau, que tous les ans a lieu ce petit exercice qui consiste à trouver dans les services les emplois qui matérialiseront le dogme gouvernemental du « non remplacement d'un fonctionnaire sur 2 ».

Vous nous direz que tout ceci est fait avec des outils appropriés (« fléchage », « ratio charges/emplois », « requalifications », « ORE ») sauf que ces outils ne sont mis en place que pour servir le dogme et ne correspondent en rien à la réalité des charges des services. Ils sont l'Arbitraire dans tout son cynisme.

Vous nous direz qu'il faut évoluer, aller de l'avant, se remonter les manches, que nous sommes une grande administration qui doit et est en train de se restructurer. Tout ça on le sait. Il paraît même que c'est pour le bien des usagers qui n'auront d'ailleurs bientôt plus qu'un seul site pour toute la ville de Strasbourg où se rendre pour régler leurs problèmes fiscaux ! Nous vous recommandons de prévoir un service d'ordre approprié pour gérer la file d'attente sur le trottoir du 35 avenue des Vosges !

Mais voilà, c'en est assez !

« Non remplacement d'un fonctionnaire sur 2 ».

Il faut que vous sachiez ce que cette phrase abstraite implique dans les conditions de travail des agents. Les agents en ont assez des poncifs assénés de toutes parts. Ce qu'ils vivent au quotidien c'est le mal être des services, le stress, le découragement, la perte de repères et de sens, la masse des tâches assignées et le manque de temps pour les effectuer, avec des conséquences bien connues sur leur santé.

Les personnels en ont assez, ils paient le prix fort de ces choix et de leur application.

Depuis des décennies c'est la même rengaine. On supprime des C en masse, dont une petite partie finance des créations de B et par ricochet de A. En attendant c'est encore 45 emplois nets qui disparaissent cette année.

Jamais, par contre, il n'a été question de toucher à l'encadrement.

Bien au contraire on crée du A+, du A++ et du A+++ à tour de bras.

Diable, que ces gens doivent être utiles et productifs !

Prenez garde, bientôt tous ces fiers cadres de la brillante Administration des Finances Publiques n'auront plus assez d'agents à encadrer à leur disposition.

Sachez, Monsieur le Président, que les élus de la CGT reviendront à la table du CTPD emplois le jour où l'encadrement participera à l'effort collectif en supprimant des emplois dans l'encadrement supérieur à commencer par les postes de directeurs.

Ce jour là nous voterons pour le projet, de la même manière que vous proposez et votez sans état d'âme apparent les suppressions de cadres C, B et A de base depuis des années.

Aujourd'hui nous vous le disons, il serait illusoire de croire que tout continuera à bien se passer, que tout sera fait parfaitement dans les règles de l'art. Les indicateurs sur lesquels vous vous basez pour votre management ne reflètent pas la réalité de l'état des services. Ils ne reflètent que l'image que vous vous sentez obligé de renvoyer en haut lieu, l'image qui est de nature à flatter et à plaire au « prince ».

Aujourd'hui nous vous le disons, les agents ne se laisseront plus très longtemps plumer, pressurer, balloter, exploiter sans vergogne et votre réveil n'en sera que plus dur.

**Une fois de plus nous exigeons l'arrêt immédiat des suppressions d'emplois et l'ouverture d'un véritable débat en partant d'un bilan réel des charges et des besoins afin d'implanter les emplois nécessaires pour remplir pleinement l'ensemble de nos missions.**

Les représentants de la CGT Finances Publiques 67